

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

## **11<sup>e</sup> Congrès de l'AFSP (Association française de science politique)- 31 août- 2 septembre 2011- IEP de Strasbourg.**

**L'accord indo sri lankais (1987-1990): un élément clef pour le processus de pacification au Sri Lanka?** (1<sup>ère</sup> ébauche)

*The Indo Lankan Accord (1987-1990): A Deciding Factor to the Peace Process in the Sri Lankan Conflict? (1<sup>st</sup> draft version)*

L'accord indo sri lankais a été commenté voire analysé à de nombreuses reprises. Cependant, la plupart des analyses ont adopté une approche plutôt descriptive. Ce papier tente donc d'explorer l'accord indo sri lankais à travers une approche socio-historique complétée d'une analyse politique et symbolique.

### **Part 1. Les origines de l'accord indo sri lankais**

L'accord indo sri lankais n'a pas été le résultat d'une première et unique médiation indienne, on pouvait déjà voir l'intérêt indien pour le Sri Lanka dans la politique réaliste d'Indira Gandhi. Ce sont toutefois les événements de « Juillet noir » (Black July 1983), perçu comme un pogrom anti-tamoul en Inde avait donné l'occasion à l'Inde de tenter de jouer le rôle de médiateur entre le GoSL et le LTTE<sup>1</sup>.

Cependant, Pour combattre le terrorisme et les rebelles, le 2 août 1983, le correspondant de l'agence United Press of India à Colombo avait annoncé que le gouvernement sri lankais avait sollicité l'aide des Etats Unis, de la Grande Bretagne, de la Chine, du Pakistan et du Bangladesh. C'est alors que le gouvernement de New Delhi intervint de manière assez brutale, dans un premier temps, pour empêcher l'ingérence de puissances « étrangères » à la région. Le gouvernement de New Delhi, déjà déstabilisé par ses voisins (le Pakistan sur le flanc ouest et nord ouest et la Chine sur le flanc nord est) mais aussi secouée de l'intérieur par les attaques des mouvements sécessionnistes, redoutait d'exposer son flanc sud et de perdre la maîtrise stratégique de l'Océan indien. « La doctrine indienne revenait à considérer que Sri Lanka, séparée de l'Inde par un détroit de trente milles, faisait partie de son périmètre de sécurité »<sup>2</sup>. Cependant, l'existence de bases arrières au Tamil Nadu, dont Indira Gandhi feignait l'ignorance fut prouvée par la publication d'une enquête détaillée sur l'activité des groupes rebelles par le magazine *India Today*, le 31 mars 1984. Les Indiens ont certainement pensé que le meilleur moyen de faire pression sur le gouvernement sri lankais était d'utiliser les mouvements rebelles. L'intérêt des hauts décideurs indiens envers les militants s'est davantage exprimé avec la mort d'Indira Gandhi et la victoire électorale de Rajiv Gandhi en 1984 dans l'Etat du Tamil Nadu.

En raison de ces ingérences indiennes plus ou moins grandes, le gouvernement de Junius Jayewardene a tenté à maintes reprises de faire comprendre sa désapprobation.

A ce titre, il s'avère intéressant de noter combien les élections dans un micro Etat de l'Inde peuvent avoir des répercussions sur la politique nationale. On comprend mieux en quoi le Tamil Nadu a longtemps suscité l'intérêt du gouvernement de New Delhi tout en constituant

---

<sup>1</sup> GoSL (Gouvernement du Sri Lanka) et LTTE (Ligue des Tigres Tamouls de l'Eelam).

<sup>2</sup> J.A. Bernard, M. Pochoy, *op. cit.*, p32.

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

le levier politique des rebelles tamouls. En effet, la popularité d'Indira Gandhi avait souffert des incidents sanglants en Assam (février 1983), au Karnataka, en Andhra et au Pendjab, elle ne pouvait donc pas non plus se permettre de s'aliéner le Tamil Nadu ni son chief Minister M.G. Ramachandran. M. G. Ramachandran ne pouvait pas non plus désavouer les rebelles tamouls puisque ceux-ci sont activement soutenus par son opposant le plus acharné M Karunanidhi. A la suite de l'assassinat d'Indira Gandhi, c'est son fils cadet qui prend la charge de Premier Ministre. Jayawardene qui n'entretenait pas de bonnes relations avec Indira Gandhi pensait mieux s'entendre avec Rajiv Gandhi pour faire entendre son point de vue. Mais l'année 1987, ce sont les défaites électorales du parti du Congrès dans plusieurs Etats (Haryana, Kerala, Bengale occidental) mais gagna à Nagaland. Ces défaites électorales présageaient la perte du pouvoir par le Congrès si Rajiv Gandhi ne prenait pas en main la situation. C'est pourquoi, Rajiv Gandhi a compris la nécessité de résoudre le problème sri lankais pour remonter dans les votes. Cependant, tout comme sa mère, Rajiv Gandhi veut résoudre le conflit sri lankais pour distraire entre autres l'opinion indienne des problèmes que connaît l'Inde (des échecs électoraux successifs dans d'autres régions de l'Inde-le séparatisme sikkh et les révoltes en Assam, de nombreux scandales chez les proches de Rajiv Gandhi par exemple), les nombreux troubles du Sri Lanka lui permettront d'imposer l'accord Indo-Sri Lankais et d'obtenir de nombreuses concessions du gouvernement sri lankais.

Confronté à cette réalité, et sur pression du premier ministre indien Rajiv Gandhi, le président sri lankais Junius Jayewardene accepte de signer un accord qui envisage de collaborer étroitement avec le parti politique TULF (Tamil United Liberation Front) et différentes autres guérillas pour améliorer le sort de la population tamoule sri lankaise.

Les carrières politiques et les décisions menées par Rajiv Gandhi et Junius Jayewardene ont pesé sur l'effectivité de l'accord.

Rajiv Gandhi a tenté d'apporter la médiation indienne entre le GoSL et le LTTE dès les négociations de Thimpu au Bhoutan datent d'avril 1985. Dans un premier temps, il a réussi à faire s'asseoir à la même table les hauts décideurs sri lankais, dont le Président Jayewardene aux négociations de Thimpu (avril 1985) et les membres des guérillas, dont le LTTE. Lorsqu'il a vu que ni le gouvernement sri lankais ni le LTTE (Prabakaran) n'étaient prêts à faire de concessions, si on ne leur forçait la main, Rajiv Gandhi décida de négocier, voire d'« imposer » un accord indo sri lankais qui rassemblerait tous les protagonistes. D'ailleurs, « l'insuffisance des gestes faits par le gouvernement indien en mai-juin 1987, laisse penser qu'il n'avait pas encore arrêté de ligne politique »<sup>3</sup>.

Ce sont deux événements qui ont pu hâter la prise de décision ferme du Premier ministre indien : la visite du premier ministre à Moscou portait notamment sur les problèmes internes de l'Inde ainsi que sur ses relations avec le « premier cercle » (des Etats voisins immédiats : la Chine et le Pakistan) où Gorbatchev lui aurait assuré son soutien ; puis le changement de ministre des affaires étrangères, le 25 juillet 1987 où M.N.D. Tiwari (en poste depuis octobre 1986) est remplacé par Natwar Singh qui négociera d'ailleurs la suite des événements après la signature de l'accord indo sri lankais du 29 juillet 1987.

Les différents événements qui ont précédé la signature de l'accord puis son implémentation dans le Nord et le Nord Est de l'Ile nous permettent de produire de nouvelles hypothèses sur les interactions entre les acteurs dans les négociations domestiques et internationales.

---

<sup>3</sup> J.A. Bernard, M. Pochoy, *op. cit.*, p 43.

## Partie 2 L'accord indo sri lankais

Le 29 juillet 1987, un accord est signé à Colombo en présence de Rajiv Gandhi et Junius Jayewardene affichait l'ambition de mettre un terme à quatre ans de bains de sang (depuis 1983 surtout) opposant les troupes armées cinghalaises et les rebelles tamouls, au premier rang desquels le LTTE (Ligue des Tigres Tamouls de l'Eelam), causant d'ailleurs plus de pertes parmi les civils sri lankais notamment dans la zone de combat du Nord et du Nord Est. Au temps où l'Accord fut signé, le prix politique payé par la majorité de la population fut de favoriser l'émergence d'un état autoritaire. Dans un contexte social, économique et politique dégradé et au vu des échecs des négociations entre le gouvernement sri lankais et les mouvements rebelles, l'Accord semblait permettre la sortie de conflit. Cependant, dans les mois qui ont précédé l'accord, ni les rebelles au premier rang desquels le LTTE ni le gouvernement sri lankais ne semblèrent changer leurs discours et/ou leurs positions.

Après maintes négociations regroupant le gouvernement indien, le gouvernement sri lankais ainsi que les différentes guérillas à Thimpu mais sans résultat satisfaisant, Rajiv Gandhi se décida à négocier uniquement avec Jayewardene, excluant les guérillas dont le LTTE mais faisait comprendre que le gouvernement indien prenait en compte les intérêts et la protection des sri lankais tamouls.

L'accord est donc signé le 29 juillet 1987 et stipule les engagements du Sri Lanka et de l'Inde.

-Le Sri Lanka s'engageait à réunir un conseil provincial qui devait être élu, des élections devaient permettre de connaître les représentants qui y siègeraient. Ces élections devaient avoir lieu avant décembre 1987 mais qui n'ont finalement eu lieu qu'en 1988. Un référendum devait être en plus organisé dans le Nord et l'est pour savoir si ces provinces souhaitaient fusionner et accéder à davantage d'autonomie. Toutefois, il n'y a pas eu de référendum jusque là.

-Quant aux Indiens, ceux-ci s'engageaient à ne plus permettre aux rebelles tamouls d'utiliser le territoire indien comme refuge ou camp d'entraînement et de déporter tout séparatiste sri lankais, de maintenir un cessez-le-feu entre les militants et l'armée sri lankaise, de désarmer les militants, d'assurer des élections sans fraude dans le Nord et l'est.

L'accord fait mention de la protection des intérêts vitaux du gouvernement sri lankais. Il fait bien mention de la volonté de conserver « l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sri Lanka », balayant de facto les revendications des rebelles tamouls pour un Etat souverain et indépendant (l'Eelam) et évitant ainsi la menace d'une invasion indienne. Toutefois, les concessions semblent davantage plus importantes du côté du gouvernement sri lankais que du gouvernement indien. Le gouvernement sri lankais s'engageait à reconnaître que l'Etat sri lankais est multiethnique et multilingue (cinghalais, tamoul, anglais, des burghers [paragraphe 1.2,1.3]. L'Etat sri lankais devait également reconnaître que chaque groupe possède une identité et une langue particulière<sup>4</sup> Les tamouls, tout comme les autres minorités étaient explicitement reconnues comme faisant partie intégralement et légalement de la société sri lankaise. L'Etat sri lankais, sous la présidence de Junius Jayewardene, a donc fait un geste symbolique d'ouverture envers les sri lankais tamouls notamment. Cependant, le manque de

---

<sup>4</sup> «Each ethnic group has a distinct cultural and linguistic identity which has to be carefully nurtured ». (Annexes Accord Indo Sri lankais)

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

bonne volonté pour accorder davantage d'autonomie aux provinces du Nord et du Nord est à dominante tamoule en une seule entité politique et administrative semble encore aujourd'hui montrer les lacunes de l'accord. Cette autonomie aux provinces du Nord et du Nord semblait toucher la corde sensible des hauts décideurs sri lankais cinghalais. Cette clause de l'accord était très mal perçue, c'est ainsi que le président Jayawardene a failli perdre sa vie dans un assassinat. C'est d'ailleurs, l'hostilité des négociateurs sri lankais cinghalais à cette autonomie des provinces Nord et de l'Est qui empêchait les négociations d'aller au bout, avant même l'implantation de cet accord indo sri lankais. Il était pourtant prévu que les provinces du nord et du Nord est soient unifiées jusqu'à ce qu'un référendum soit organisé dans l'est au bout d'un an pour savoir si cette unification pouvait être acquise. Le recensement officiel de 1981 montrait que les tamouls constituaient 42% de la population, les Tamils Muslims (ou tamouls Maures) 32% et les cinghalais 25% dans la province de l'est. Malgré ce recensement officiel qui montrait une organisation tripartite de la population, les rebelles tamouls, notamment le LTTE revendiquaient cette région comme celle du Nord (presque exclusivement tamoule à l'époque) comme leur terre traditionnelle. L'accord prenait en compte temporairement cette revendication des militants tamouls et le gouvernement sri lankais en faisait une clause provisoire, « recognizing that the Northern and Eastern Provinces have been areas of historical habitation of sri lankan tamil speaking peoples » mais garantissait le droit équivalent aux autres groupes d'y demeurer « who have at all times hitherto lived together in this territory »<sup>5</sup>. La tenue d'un référendum était à la discrétion du gouvernement qui prévoyait de le faire à la fin de l'année 1988 pour savoir si les habitants désiraient rester unis à la province Nord ou bien souhaitaient demeurer une province séparée. Il était prévu que les élections de ce référendum soient libres et sans fraude et que des observateurs sri lankais et indiens puissent en vérifier la tenue.

Cependant, il est intéressant de noter que les décideurs indiens semblaient avancer à l'aveuglette avec les actions probables des hauts décideurs sri lankais (Le président Jayewardene comptait en réalité sur le référendum pour empêcher l'unification des provinces Nord et de l'est, si les votes étaient positifs pour une unification, le sentiment nationaliste de beaucoup de cinghalais s'enflammerait, les archives prouvent d'ailleurs en réalité qu'il était hostile à l'unification. D'ailleurs, lorsque l'accord fut signé le 29 juillet 1987, plusieurs milliers de cinghalais déversèrent leur colère dans les rues de Colombo et ce pendant près d'une semaine. Tandis que si les résultats du référendum à l'est étaient négatifs, les décideurs indiens et sri lankais ne savaient pas quelle serait l'attitude des rebelles tamouls).

En outre, en concédant l'unification temporaire de ces provinces, le gouvernement Sri Lankais prenait le risque de décentraliser son pouvoir et que celui-ci soit le préliminaire d'une politique des rebelles vers l'indépendance. Cependant, si cet accord avait fini par donner naissance à des provinces unies, on peut aussi se demander à juste titre si la volonté de faire sécession se serait diluée. La province du Nord étant à plus de 92% tamoule et celle de l'est à 42%, la population tamoule totale aurait été de 69%. Cependant, avec les exactions commises par certains rebelles, la plupart des tamils muslims qui auraient pu s'apparenter aux tamouls par leur langue commune (le tamoul) se sont pourtant différenciés des sri lankais tamouls et pouvaient déjà annoncer la vacuité d'une telle unification des provinces.

### Les engagements militaires de l'Accord

---

<sup>5</sup> K.M de Silva, Separatist Ideology in Sri Lanka: A Historical Appraisal of the Claim for the "Traditional Homelands" of the Tamils, *Occasional Papers*, No 1, Kandy, International centre for Ethnic Studies, 1987.

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

L'accord prévoyait également que le gouvernement sri lankais s'engage à cesser les hostilités. Il était stipulé dans l'accord que les deux parties devaient cesser toute activité militaire dans les 48 heures qui suivaient la signature de l'accord et dans les 72 heures suivant la proclamation du cessez le feu. L'Inde s'engageait à prévenir l'utilisation de son territoire comme base arrière des rebelles et consentait à mener une patrouille commune dans le détroit de Palk avec la marine sri lankaise pour intercepter l'envoi d'armes de l'Inde du Sud (Etat du Tamil Nadu notamment) vers la péninsule de Jaffna. Pour mettre un terme aux hostilités, le gouvernement s'engageait à faire des concessions militaires. Premièrement, les troupes dans le Nord et le Nord est étaient confinées dans leurs baraquements, deuxièmement, les nouvelles bases militaires construites dans le secteur de Vadamarachchi dans la péninsule de Jaffna, près du territoire des tigres tamouls menaçait la population civile de Jaffna., troisièmement, les « homeguards »<sup>6</sup>

Le gouvernement indien a eu un rôle important dans les échanges militaires et a donc influencé l'évolution de la violence au Sri Lanka. Il a accepté de pourvoir des troupes armées sur la demande du gouvernement sri lankais pour renforcer l'accord. Toutefois, les termes utilisés par l'accord sous-estiment fortement les responsabilités de l'Inde, en mentionnant toutefois que l'Inde accorde son aide militaire au Sri Lanka. Avec l'implémentation de l'accord, c'est l'entrée quasi simultanée de 6000 à 7000 soldats indiens sur le sol sri lankais, venus récupérer les armes des rebelles et assurer l'ordre et la paix dans les régions Nord et est du Sri Lanka. Au début de l'année de 1988, près de 60000 soldats indiens étaient basés au Sri Lanka pour collecter les armes des rebelles. L'armée indienne y était censée assurer la sécurité physique et la sûreté de toutes les communautés habitant les provinces du Nord et du Nord est<sup>7</sup>.

D'ailleurs, Rajiv Gandhi pensait que si le LTTE était réticent à coopérer, c'était à cause de la sécurité de ses guérilleros. S'ils déposaient vraiment les armes, Prabhakaran pensait qu'il allait, lui et ses hommes être à la merci de l'armée sri lankaise.. Il ne semblait d'ailleurs pas non plus vraiment faire confiance en l'armée indienne, perçue comme servant les intérêts propres du gouvernement indien. Tandis que les autres mouvements rebelles concurrents du LTTE acceptèrent avec plus ou moins de facilité de déposer leurs armes. Cependant tabasaran n'avait pas non plus le choix, à savoir que Rajiv Gandhi avait menacé de rendre effectif l'accord avec ou sans l'assentiment de Prabhakaran. Les troupes armées indiennes devaient donc s'assurer que les rebelles leur remettent les armes de gré ou de force. Pourtant, le gouvernement indien de Rajiv Gandhi avait affirmé assurer se substituer aux rebelles tamouls pour assurer la sécurité de cette région du Sri Lanka. Cela a provoqué la crainte de voir une invasion indienne chez de nombreux cinghalais, notamment chez les officiels (Cyril Matthews). Quand bien même le président Jayawardene affirmait que les troupes indiennes étaient sous son contrôle, il n'en restait pas moins qu'elles étaient autonomes et ne prenaient leurs ordres que de l'état major indien. Mais la médiation et l'intervention indienne semblaient à ce moment là indispensable pour les hauts décideurs indiens, au premier rang desquels Rajiv Gandhi, pour sortir d'une situation cul de sac, pour permettre certainement de mettre un terme aux hostilités. C'est du moins la perception de Rajiv Gandhi.

---

<sup>6</sup>Des villageois cinghalais surtout entraînés par les soldats) furent désarmés et finalement, près de 5000 prisonniers tamouls, en grande partie des jeunes, furent relâchés. Cf. p 681, Ralph R. Premdas, S.W.R. de A. Samarasinghe, *Sri Lanka's ethnic conflict: the Indo Lanka Peace Accord*, Asian Survey, 28(6), juin 1988, pp 676-690.

<sup>7</sup> « The physical security and safety of all communities inhabiting the Northern and Eastern Provinces » . Cf, p 681, *ibid*.

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

La présence des troupes armées indiennes ne firent d'ailleurs pas peur aux tigres qui les défièrent ouvertement dès octobre 1987. L'armée indienne gagna le début des combats mais les deux camps subirent des dégâts et des pertes. Ce sont surtout les pertes civiles qui furent davantage nombreuses en plus des dégâts causés aux habitations des résidents de la péninsule de Jaffna. Ce fut un tournant décisif dans l'attitude des civils de Jaffna qui avaient d'abord accueilli les soldats indiens comme leurs sauveurs puis perçus comme des brutes aussi sanguinaires que pouvaient l'être les soldats de l'armée sri lankaise.

### Les aspects diplomatiques de l'Accord indo Sri lankais

Les termes de l'accord sont davantage favorables à l'Inde plutôt qu'au Sri Lanka. Lors de la signature de l'accord, Rajiv Gandhi a fait sous entendre que la position du Sri Lanka comme Etat non aligné, au moins en respectant les choix stratégiques de l'Inde dans la région, restait primordiale pour l'implémentation effective de l'accord. En échange de son intervention militaire au Sri Lanka pour mettre un terme aux hostilités, le Sri Lanka ne devait pas conclure d'alliances militaires avec des Etats ennemis de l'Inde. En effet, lorsque l'Inde a soutenu les rebelles tamouls sur son propre territoire, le Sri Lanka avait demandé l'aide militaire du Pakistan, de la république populaire de Chine, d'Israël ainsi que des Etats Unis. Le Pakistan entraînait les troupes armées sri lankaises, la Chine fournissait les armes, du Mossad (Israël) une formation antiterroriste, les Etats Unis s'engageait à accorder plus facilement des prêts et des aides en échange d'un accès plus ouvert et plus facile à l'économie sri lankaise, notamment par l'accès aux ports (Trincomalee) et la diffusion de la chaîne radiophonique Voice of America. Cependant, l'Inde (RAW) affirmait que l'ouverture économique/ territoriale du Sri Lanka pour les Etats impliquait la volonté des américains d'obtenir un poste stratégique de surveillance en Asie du Sud.

C'est ainsi que pour compenser la perte des aides militaires octroyées par le Pakistan et la Chine, l'Inde s'était engagée à fournir l'aide militaire nécessaire au Sri Lanka pour mettre un terme au conflit. En outre, deux clauses supplémentaires impliquaient la présence de l'Inde sur le territoire sri lankais (port de Trincomalee) officiellement pour réparer une raffinerie mais en fait pour vérifier la présence d'« étrangers ». Deuxièmement, une équipe mixte composée d'officiers indiens et sri lankais devait vérifier l'implémentation de l'accord.

Les hauts décideurs sri lankais, au premier rang desquels le président Jayewardene, ont souhaité faire des concessions pour respecter les intérêts stratégiques de l'Inde, tout en s'assurant que l'Inde ne soutiendrait plus sur son propre territoire les rebelles tamouls ni ne les financerait plus.

### Les problèmes d'implémentation de l'accord

Les troupes de l'IPFK ont rencontré l'hostilité des tigres tamouls, ils ont eu beaucoup de mal à leur faire déposer toutes leurs armes. Dans leur volonté de mater la rébellion des tigres, ils ont commis de nombreuses bavures. Les tigres tamouls se réfugiant près des villages, certains pouvaient se cacher dans la population civile puisque la plupart des rebelles tamouls conservaient leurs liens avec leurs familles/proches. Les soldats indiens, confrontés à l'hostilité des tigres et à la barrière de la langue, et ne réussissaient pas à distinguer les rebelles/ civils, les bavures ont été très nombreuses. L'administration provinciale qui devait être établie dans le Nord et l'est n'a pas été une solution qui a contenté les rebelles, ils ont donc décidé de mener une guérilla contre l'IPKF. Après leur défaite à Jaffna contre les soldats de l'IPKF, ils ont décidé de se concentrer sur la province est où la population est plus

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

hétérogène (composition tripartite avec une majorité de tamouls, une minorité de tamil muslims ainsi que de cinghalais).

La situation militaire très trouble dans le Nord et l'est ont fait perdre la confiance qu'avait la population tamoule notamment dans les soldats qu'ils percevaient d'abord comme des sauveurs, de ce fait, la tenue des élections des provinces du Nord est ainsi que l'organisation d'une administration dans ces deux régions du Sri Lanka. L'impossibilité d'instaurer rapidement la paix dans les provinces du Nord et de l'est a mis en péril l'accord. Les décideurs indiens et les soldats ont certainement sous estimé la capacité des rebelles (tigres tamouls) à se libérer de la tutelle indienne et leur volonté d'obtenir par tous les moyens un Etat séparé et indépendant: l'Eelam.

Dans le reste du pays, avec l'entrée de l'IPKF, le sud connaît des émeutes violentes, des insurrections menées par le JVP qui tente par tous les moyens (meurtres, intimidations) de déstabiliser le pouvoir en place et d'autres adversaires susceptibles de gêner leur révolte (meurtres de dirigeants du parti en place (UNP) ou de partis de gauche supportant l'accord). Ce qui contraignit le président Junius Jayawardene avancer la date des élections à la mi-mars 1988, aussi bien que les élections locales du Sud qui devaient avoir lieu en avril. A la fin de l'année 1988, l'Inde aurait envoyé près de 70000 soldats sur le sol sri lankais en vue de battre les LTTE, élément gênant pour l'implémentation effective de l'accord<sup>8</sup>. Prabhakaran ne voulait pas s'adapter à l'accord, il pensait que l'accord devait s'adapter aux revendications du LTTE.

Par ailleurs, un lobby pro tamoul à Delhi et plus particulièrement le soutien d'une grande partie de la population de la population du Tamil Nadu ne souhaitaient pas que l'IPKF décima militairement le LTTE, et Rajiv Gandhi, soucieux de conserver une majorité au Congrès devait faire face à ce dilemme, les amadouer ou mater leur rébellion. Cela a été les deux, toutefois, l'état major indien a du finalement opter pour la dernière solution puisque les Tigres se sont montrés très peu coopératifs voire très hostiles.

Les événements dans le Nord et l'est ont provoqué l'hostilité dans le Sud. L'accord indo sri lankais était perçu comme une trahison du président Jayawardene et un danger pour la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sri Lanka, notamment parmi les adversaires de l'UNP (SLFP, JVP notamment). La présence des troupes armées indiennes sur le sol sri lankais n'était pas du goût des décideurs sri lankais, même au sein du parti dirigeant de l'UNP. Si Junius Jayawardene tentait de faire bonne figure, c'était certainement pour garder son autorité dans le reste du pays en proie à de violentes émeutes et insurrections. Cela a au contraire provoqué son impopularité tandis que sa grande rivale Sirimavo Bandaranaike (SLFP) gagnait dans les sondages. De même, la proposition d'union des deux provinces du Nord et de l'est, à la suite d'un référendum, à savoir la solution fédérale provoquait la crainte de voir à terme la naissance tant redoutée de l'Eelam dans de nombreuses classes dirigeantes ainsi qu'auprès de la population. De même, le clergé bouddhiste était fermement opposé à la signature puis à l'implémentation de l'accord.

De ce fait, quand on regarde de près à la plupart des acteurs politiques/religieux au Sri Lanka opposés à l'accord sont nombreux (des opposants au sein même du parti de l'UNP qui avait signé l'accord, le LTTE, le JVP, le SLFP, le clergé bouddhiste). Dès le 31 mars 1990, les troupes armées indiennes (IPKF) ont commencé à se retirer du Sri Lanka. Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, la violence n'a pas immédiatement baissé mais comme le LTTE n'a pas immédiatement déclaré la création de l'Eelam ni ouvert les hostilités contre le

---

<sup>8</sup> Bruce Matthews, *Sri Lanka in 1988: Seeds of the Accord*, Asian Survey, 29(2), fév1989, pp 229-235

gouvernement, de nombreux analystes en ont déduit que le LTTE et le gouvernement du nouveau Président Premadasa s'étaient entendus pour provoquer le départ de l'IPKF. On pourrait alors conclure que l'accord n'a pas été un élément décisif dans la suite des événements du conflit puisqu'il semble avoir été un échec immédiat. Toutefois, il me semble important de regarder sur le long terme et de voir en quoi cet accord peut constituer un élément clef dans le processus de pacification du moins dans le dénouement que l'on a pu connaître en 2009. Je pense que l'accord portait en lui les germes d'un apprentissage pour les décideurs à venir, et leurs politiques internes.

Bien qu'il soit vrai que l'accord indo Sri lankais n'ait pas débouché sur un référendum pour savoir si les provinces Nord et est auraient davantage d'autonomie, si l'armée indienne n'a pas non plus réussi à ramener la paix dans la région en soumettant le LTTE, il n'en reste pas moins que cet accord devrait être davantage perçu comme un élément clef pour le processus de pacification (processus à long terme). Toutefois, il est vrai qu'en raison des décideurs et de leurs politiques, ainsi que de l'environnement politique, social et économique, l'accord pouvait déjà présenter des solutions et des problèmes. Ce que fait ou non l'Inde a un impact sur la politique interne et l'évolution de la violence au Sri Lanka mais également dans la région. Par ailleurs, à la suite de l'assassinat de Rajiv Gandhi, signe manifeste du mécontentement du LTTE à l'encontre de l'instigateur de l'accord indo sri lankais, les gouvernements indiens successifs n'ont plus considéré le LTTE comme un interlocuteur fiable mais l'ont discrédité sur la scène internationale. L'assassinat de Rajiv Gandhi, perçu certainement sur le moment comme un avertissement par le LTTE, n'en est pas moins resté définitivement un mauvais calcul politique. En mai 1992, avec le soutien de Jayalalitha (Chief minister du Tamil Nadu), le gouvernement fédéral a décidé de bannir le LTTE. Lorsque l'IPFK est intervenue, les hauts décideurs indiens ont compté sur l'EPRLF (est du Sri Lanka) pour tenter de stabiliser la situation puisque le LTTE n'était pas très disposé à coopérer. Perception du LTTE (dénier de reconnaissance) face à d'autres acteurs protagonistes.

## **Part2 : L'accord : mise en échec du processus de pacification ?**

Cet accord "imposé" par le gouvernement indien semble avoir ignoré les besoins de reconnaissance des hauts décideurs sri lankais.

L'échec de l'accord indo-sri lankais tient donc en partie aux aspects symboliques impliquant par exemple le déficit cognitif et la question de la reconnaissance ou de la non reconnaissance des décideurs de part et d'autre.

Les négociations entre décideurs consistent en un processus qui combine des attitudes, des positions individuelles et/ou conflictuelles en un processus collectif plus ou moins non conflictuel. Il faudra donc aborder les négociations comme des échanges de symboles, d'idées, d'attitudes, de perceptions, d'informations,... Les décideurs "incorporent" ou "intègrent" la perception d'autres décideurs, ils vont dès lors essayer de trouver une solution en intégrant les préoccupations d'autrui tout en conservant une marge de manœuvre assez importante. A travers les négociations, la signature puis l'implémentation de l'Accord indo sri lankais, ce qui semble être une piste très intéressante à explorer serait de voir en quoi les images des uns et des autres est importante, affectant leurs perceptions et donc leurs attentes<sup>9</sup>. En général, les acteurs façonnent leur comportement les uns en fonction des autres. Ils veulent

---

<sup>9</sup> La notion de l'altérité dans les relations internationales. Voir l'ouvrage de Louiza Oddyseos, *The Subject of Otherness. Otherness in International Relations, Borderlines*, London/Minnesota, 2008.

préservent leur image tout en donnant l'impression de pouvoir comprendre les attentes des autres acteurs en face d'eux. Ce qui a pour résultat la plupart du temps de conduire à un consensus. Or, quand on regarde de plus près aux négociations pour l'accord indo sri lankais, et à la différence des négociations de Thimpu, Rajiv Gandhi et les hauts décideurs indiens ont semblé décidé avant que le président Jayewardene ne soit véritablement d'accord et sans que l'avis des guérillas ne soit véritablement pris en compte (absence des guérillas tamoules à la table des négociations). Le président sri lankais Junius Jayewardene a accepté l'implémentation de l'accord, arguant du fait que les soldats indiens étaient sous son contrôle et que l'intervention indienne permettait de sauver la vie de soldats cinghalais. Cependant, parallèlement, les archives semblent aussi prouver qu'il ne souhaitait pas la présence militaire indienne sur le territoire sri lankais, qu'il n'a pas été écouté comme il l'aurait voulu par le premier ministre Rajiv Gandhi mais voulant éviter une plus grande humiliation, il a préservé son image en public en donnant son soutien à l'accord. Si Jayewardene n'a pas réellement pu s'adapter aux exigences de l'Accord, en raison de son désaccord silencieux envers la politique d'ingérence indienne, le dirigeant du LTTE, Prabhakaran ne pouvait pas accepter qu'un tel accord puisse avoir été décidé sans se référer à lui. Il a certainement perçu la signature de l'accord indo sri lankais comme une humiliation. En toute vraisemblance, selon sa perception, sa virilité, la célébration de la masculinité de la guérilla ont été sérieusement ébranlées. De fait, les dés semblaient déjà joués. A peine quelques mois après l'implémentation de l'accord indo sri lankais, le LTTE s'est rebellé contre l'IPKF (International Peace Keeping Force). De ce fait, quand on regarde de plus près aux acteurs gravitant autour de l'accord indo sri lankais, les protagonistes du conflit sri lankais n'ont pas été reconnus comme ils l'auraient souhaité. D'où la déroute inattendue du gouvernement indien, et notamment de l'IPKF sur le territoire indien. Puis, lorsque ce fut le premier ministre R. Premadasa (ferme opposant à l'accord indo sri lankais) qui succéda à Jayewardene comme président, Rajiv Gandhi dû mettre un terme à la présence militaire indienne sur le sol sri lankais. Ce fut non seulement une victoire pour les nationalistes sri lankais mais aussi pour le LTTE.

Par ailleurs, cet accord indo-sri lankais implique une multitude d'acteurs-décideurs (niveaux subnational, national et international) qui laisse entrevoir une pléthore de négociations et *de facto* un enchevêtrement des décisions. Une telle multiplicité d'acteurs rend possible une distorsion des informations. De ce fait, le rôle des intermédiaires est également à aborder. Ces échanges d'informations par le biais de multiples réseaux peuvent induire un déficit cognitif des hauts décideurs et mettre en danger l'aboutissement d'un tel accord.

De plus, on entend souvent dire de manière catégorique que l'accord indo-sri lankais est un véritable échec. Toutefois, la temporalité n'est pas la même sur une échelle historique et politique. La temporalité pour un accord dont les décideurs et/ou la population souhaite des effets presque immédiats est courte tandis que la temporalité d'un processus de pacification peut se révéler beaucoup plus longue. Les conséquences ne seront donc pas les mêmes si les décideurs n'ont pas pris en compte le différentiel de temporalité.

De l'échec de cet accord indo-sri lankais, on peut certainement constater une évolution du processus de pacification. Cet accord a débouché sur « l'humiliation » de l'Inde et a pu se révéler par la suite un élément clef pour les négociations futures et le processus de pacification au Sri Lanka. Cependant, à mon avis, il est très important de considérer le long terme et d'analyser l'accord indo sri lankais comme un élément clef dans un processus de paix. Malgré l'échec immédiat, je me demandais en quoi la politique militaire offensive du GoSL en 2009 était inspirée par l'Accord de 1987. L'accord portait en lui les germes pouvant donner naissance à l'apprentissage des dirigeants. Les dirigeants sont certainement influencés, voire contraints, consciemment ou non, par les événements antérieurs. Ils intériorisent

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

certaines normes qui peuvent aider à la construction d'un processus de paix. Par ailleurs, Rajiv Gandhi est considéré comme le père de l'accord indo sri lankais, ce qui lui a très certainement coûté la vie. Il a été assassiné par un membre du LTTE. Les différents gouvernements indiens ont mis au ban le LTTE, rejeté très rapidement sur la scène internationale. L'intention première du LTTE semblait être d'envoyer un avertissement aux décideurs indiens de ne plus intervenir dans leurs affaires mais cela s'est très vite révélé un mauvais calcul politique. La politique indienne a provoqué des actions et des réactions parmi d'autres Etats de la région, notamment au Sri Lanka où ce rejet du LTTE a été perçu très positivement par les autorités sri lankaises. Ce que fait ou non l'Inde a donc une répercussion sur les politiques internes et la politique régionale en Asie.

### **Part 3 : La perception de la menace dans les relations internationales.**

La perception des leaders/ hauts décideurs sri lankais ainsi que d'autres courants politiques/religieux=) l'environnement politique, social et éco du président Jayewardene notamment. Lié à la confrontation pendant l'accord aux révoltes du JVP.

La perception des rebelles/militants tamouls (LTTE par ex) mais aussi des partis politiques tamouls =) beaucoup plus difficile à analyser à cause du manque d'informations. Il faudrait davantage avoir recours aux interviews par ex (articles de journaux par ex) si je ne peux pas y aller dans l'immédiat des civils tamouls pendant et après la guerre civile.

*Qu'est ce qui a donc poussé le gouvernement indien à s'immiscer dans les affaires internes d'un Etat voisin ?*

La perception des hauts décideurs indiens=) l'environnement politique d'Indira Gandhi puis de Rajiv Gandhi, l'initiateur de l'accord indo sri lankais ainsi que du congrès. scandales politiques, perte de vitesse de la popularité et élections, Tamil Nadu avec plus de 60 millions de tamouls comme levier politique. Erreurs de perception : ne pas avoir suffisamment pris en compte le LTTE et leur leader V. Prabaharan mais également d'avoir négligé la perception des hauts décideurs sri lankais comme Junius Jayawardene qui n'a pas rassemblé autour de lui tout son parti puisque lors de la cérémonie de signature de l'accord étaient absents le premier ministre sri lankais Ranasinghe Premadasa, le ministre de l'agriculture Gamini Jayasuriya ainsi que le ministre de la défense Lalith Athulathmudali (p 142, Bryan Pfaffenberger, . ) Il n'a certainement pas une vision sur la longue durée mais a pensé que l'accord indo sri lankais pouvait résoudre ses problèmes de politique interne ainsi que régionales à court terme.

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

## Bibliography

- Dario BATTISTELA, « L'ordre international. Portée théorique et conséquences pratiques d'une notion réaliste », *Revue internationale et stratégique*, 54, février 2004, pp 89-98
- Gilles BERTRAND, « Ordre international, ordre mondial, ordre global », *Revue internationale et stratégique*, 54, février 2004, pp 99-107,
- Sylvie BROUSSARD et alii, « Comparer les agendas politiques », *Revue internationale de Politique Comparée*, 16(3), 2009, pp 361-364
- Benoit CAILMAIL, Myriam PERIER, « Lorsqu'un conflit local s'intègre dans la guerre globale au terrorisme: le cas des maoïstes du Népal » *Cultures et conflits*, 68, Hiver 2007, pp 1-16
- David CARMENT, « The Ethnic dimension in World Politics: Theory, Policy and Early Warning », *Third World Quarterly*, 15 (4), 1994, pp 551-582
- Paul COLLIER, Dominic ROHNER, « Democracy, Development, and Conflict », *Journal of the European Economic Association*, April-May 2008, pp 531- 540
- Pierre CONESA, « Groupes armés non étatiques: violences privées, sécurités privées », *Revue internationale et stratégique*, janvier 2003, pp 154-167
- Michel GALY, « Nouvelles visions des conflits: une politologie des mondes contemporains », *Revue internationale et stratégique*, mars 2003, pp 121-128
- Xavier CRETTEZ, *Les Formes de la violence*, La Découverte, Paris, 2008, 128P
- James D. FEARON, David D. Laitin, « Violence and the social Construction of Ethnicity », *International Organization*, 54 (4), Autumn 2000, pp 845-877
- Marion HARROFF-TAVEL, « La diplomatie humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge », *Presses Universitaires de France*, janvier 2005, pp 73-89
- Nathalie HOFFMANN, « Les démocraties asiatiques et leur capacité de résistance aux crises », *Revue internationale et stratégique*, 44, avril 2001, pp 69-79
- John G. IKENBERRY, « The Intertwining of Domestic and International Relations », *Polity*, 29 (2), Hiver 1996, pp 293-298
- Vivienne JABRI, « La guerre et l'Etat libéral démocratique », *Cultures et Conflits*, 61, printemps 2006, pp 1-16
- Lloyd JENSEN, « Negotiations and Power Asymmetries: The Cases of Bosnia, Northern Ireland and Sri Lanka », *International Negotiations*, 1997, pp 21-47
- Jean Kirkpatrick, « Comment l'OLP fut légitimée ? », *Liberalia*, mai 1991, pp 18-26
- R. JERVIS, « Theories of War in an Era of Leading Powers », *American Political Science Review*, 96(1), March 2002, pp 1-14
- Michel LAURAIN, « Les réfugiés dans le monde. Que croire, qui croire, que faire »? , *Etudes*, Tome 397, juillet-août 2002, pp 31-42
- David LUMSDAINE, « The Intertwining of Domestic and International Relations », *Polity*, 29 (2), Hiver 1996, pp 299-306
- Yves MICHAUD, *La Violence apprivoisée*, Hachette, Paris, 1996
- Joseph S. Nye Jr, John D. Donahue (Ed), *Governance in a Globalizing World*, Washington, Brookings, 2000, 386P
- Laurent RUCKER, « La contestation de l'ordre international: les Etats révolutionnaires », *Revue internationale et stratégique*, 54, février 2004, pp 109-118,
- D. Penzar, A Srblijinovic, « Dynamic modeling of ethnic conflict », *International Transactions*, 11, 2004, pp 63-76

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

Jacques SEMELIN, « De la force des faibles: analyse des travaux sur la résistance civile et l'action non violente », *Revue française de Science politique*, 1998, 48 (6), pp 773-782.

Timothy D. SISK, *Power Sharing and International mediation in International Relations*, Washington, United States Institute of Peace, 1996

Michel WIEVIORKA, *La Violence. Voix et Regards*, Balland, Paris, 2008

Anababette WILS, Matilde KAMIYA, Nazli CHOUCRI, « Threats to Sustainability, simulating conflicts within and between Nations », *System Dynamics Review*, 14 (2-3), Été-automne, 1998, pp 129-162

John WILKERSON et alii, « Le Projet Agendas comparés: objectifs et contenus », *Revue internationale de Politique Comparée*, 16(3), 2009, pp 365-379

#### Books on India-Sri Lanka

Avtar Singh BHASIN, *India in Sri Lanka between Lion and the Tigers*, Manas Publications, New Delhi, 2004

Jean Alphonse BERNARD, Michel POROY, *L'ambition de l'Inde*, FEDN, Paris, 1988

Thomas LINDEMANN, *Causes of War, the Struggle for recognition*, London, ECPR, 2010.

Christophe JAFFRELOT, *New Delhi et le monde. Une puissance émergente entre realpolitik et soft power*, Paris, Autrement. Coll. Mondes et Nations

Soma JAISWAL, *Ethnic Conflict in Sri Lanka. India's Policy Response*, Kolkata, Minerva, 2008, 188P

Jagath P. SENARATNE, *Political violence in Sri Lanka: 1977-1990. Riots, insurrections, counterinsurgencies, foreign intervention*, Sri Lanka Studies 4, VU University Press, Amsterdam, 1997

Stanley Jeyaraja Tambiah, *Sri Lanka-Ethnic Fratricide and the Dismantling of Democracy*, London, I.B. Tauris and Co, Ltd, 1986

#### Articles on India-Sri Lanka

David CARMENT, Patrick JAMES, "Two-level Games and Third Party Intervention,: Evidence from Ethnic Conflict in the Balkans and South Asia", *Canadian Journal Of Political Science/ Revue canadienne de science politique*, 29(3), sept. 1996, pp 521-554.

Jean Alphonse BERNARD, « L'Inde: entre grandeur et solitude », *Politique étrangère*, 54(2), 1989, pp 279-290

Gilles BOQUERAT, « Une puissance en quête de reconnaissance », *Questions internationales*, 15, septembre-octobre 2005, pp 20-30

Gilles BOQUERAT, « L'Inde et ses voisins: le laborieux passage de la confrontation à la coopération », *Politique étrangère*, mars 2009, pp 571-584

Sumantra BOSE, « Decolonization and State Building in South Asia », *Journal of International Affairs*, 58 (1), Fall 2004, pp 95-113

Christophe GUILMOTO, « Démographie et politique: les Tamouls entre Sri Lanka et l'Inde », *Population*, 42 (2), 1987, pp 283-303

Rohan GUNARATNA, « Internationalization of the Tamil Conflict », *Conflict and community in Contemporary Sri Lanka. In Siri GAMAGE, I.B. Watson (Ed.), 'Pearl of the East' or the 'Island of tears'*, Sage Publications, New Delhi, London, 1999, pp109-137

Raphael GUTMANN, « L'accord nucléaire indo-américain: enjeux et polémiques », *Politique étrangère*, avril 2008, pp 803-815

Devin T. HAGERTY, "India's Regional Security Doctrine", *Asian Survey*, 31(4), April 1991, pp 351-363

Shanta K. HENNAYAKE, "The Peace Accord and the Tamils in Sri Lanka", 29(4), *Asian Survey*, April 1989, pp 401-415.

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

Shanta K. HENNAYAKE, « Sri Lanka in 1992.: Opportunity missed in the Ethno-nationalist Crisis », *Asian Survey*, 33(2), Feb. 1993, pp 157-164.

Christophe JAFFRELOT, « Inde: La puissance, pour quoi faire? », *Politique internationale*, 113, automne 2006, pp 233-248

Shelton U. KODIKARA, « The Continuing Crisis in Sri Lanka : the JVP, the Indian Troops and Tamil Politics », *Asian Survey*, 29(7), Jul. 1989, pp 716-724.

Bruce Matthews, *Sri Lanka in 1988: Seeds of the Accord*, *Asian Survey*, 29(2), fév1989, pp 229-235

Pierre Lellouch, « Entretien avec Rajiv Gandhi. La sécurité de l'Inde », *Politique étrangère*, 50(3), 1985, pp 593-599

Christophe JAFFRELOT, « Inde: La puissance, pour quoi faire? », *Politique internationale*, 113, automne 2006, pp 233-248

C. Raja MOHAN, « India and the Balance of Power », *Foreign Affairs*, 85(4), July August 2006, pp 17-32

Isabelle Saint Mézard, « L'imbroglio sri lankais », *Questions internationales*, 15, septembre-octobre 2005

Joakim OJENDAL, « Back to the Future? Regionalism in South East Asia Under unilateral Pressure », *International Affairs*, 80(3), 2004, pp 519-533

Eric MEYER, « Bipolarité et pratiques successorales dans la démocratie sri lankaise », *Critiques internationales*, 33, avril 2006, pp 153-164

Nihal PERERA, « Colonialism and National Space: Representations of Sri Lanka », *Conflict and community in Contemporary Sri Lanka. In Siri GAMAGE, I.B. Watson (Ed.), 'Pearl of the East' or the 'Island of tears'*, Sage Publications, New Delhi, London, 1999, pp 23-48

Jyotsna SAKSENA, « La pénétration américano-soviétique dans l'océan indien », *Politique étrangère*, 46(1), 1976, pp 57-72

Waheguru Pal SINGH SIDHU, « La stratégie de l'Inde: un changement de paradigme », *Politique étrangère*, 67(2), 2002, pp 315-333

Christopher T. SELVARAJAH, « Global Competition. Forming of New Relationships in the Asia-Pacific », *Journal of the Asia-Pacific Economy*, 3(3), 1998, pp 410-423

Narendra SINGH, « La politique étrangère de l'Inde sous Rajiv Gandhi », *Politique étrangère*, 52(4), 1987, pp919-934

Withaya SUCHARITHANARUGSE, « The Concept of « human security » extended : « Asianizing » the paradigm, pp 49-60, in W.T. TOW, R. THAKUR, I. HYUN, *Asia's Emerging Regional Order*, United Nations University Press, 2000

Entretien avec Manmohan SINGH, conduit par Vaiju NARAVANE, « Les ambitions de New Delhi », *Politique internationale*, 113, automne 2006, pp 217-231

K-M de Silva, « Sri Lanka's prolonged ethnic Conflict: Négociation a Settlement », *International Negotiations*, 6, pp 437-469, 2001

Jagath P. SENARATNE, *Political violence in Sri Lanka: 1977-1990. Riots, insurrections, counterinsurgencies, foreign intervention*, Sri Lanka Studies 4, VU University Press, Amsterdam, 1997

Stanley Jeyaraja Tambiah, *Sri Lanka-Ethnic Fratricide and the Dismantling of Democracy*, London, I.B. Tauris and Co, Ltd, 1986

André LEWIN, « L'accord indo-sri lankais du 29 juillet 1987 et Laforce indienne de maintien de la paix au Sri Lanka », *Annuaire français de droit international*, 33, 1987, pp 95-105.

Bryan PFAFFENBERGER, *Sri Lanka in 1987: Indian intervention and the resurgence of the JVP*, *Asian Survey*, 28(2), Feb. 1988, pp 137-147.

Solène SOOSAITHASAN

Doctorante en science politique, spé Relations internationales (CERAPS/ Lille 2)

Directeur de thèse : Pr. Thomas Lindemann.

Premdas, Samarasinghe, Sri Lanka's ethnic conflict:the Indo Lanka Peace Accord, *Asian Survey*, 28(6), june 1988, pp 676-690

P. Venkateshwar RAO, Ethnic Conflict in Sri Lanka: India's Role and Perception, 28(4), *Asian Survey*, April 1988, pp 419-436.

Kumar RUPESINGHE, "Ethnic Conflicts in South Asia: the Case of Sri Lanka and the Indian Peace-Keeping Force (IPKF)", *Journal of Peace Research*, 25(4), Déc. 1988, pp 337-350.

Marshall R Singer, New Realities in Sri Lankan Politics, *Asian Survey*, 30(4), April 1990, pp 409-425

Bharat Wariyavwalla, "India in 1987 : Democracy in Trial", *Asian Survey*, 28(2), Feb. 1988, pp 119-125.

#### Articles on China-Sri lanka

Rosemary FOOT, « Chinese Strategies in a US-hegemonic Global Order », *International Affairs*, 82(1), 2006, pp 77-94

John W. GARVER, « China and South Asia », *Annals of the American Political and Social Science*, 519, Janv. 1992, pp 67-85.

#### Perception(s) of threats in International Relations

Daniel BENJAMIN, Sabine FRANCO, Marc HECKER, « Le terrorisme en perspective », *Politique étrangère*, 40, avril 2006, pp 887-900

Philippe BRAUD, *Violences politiques*, Paris, Editions du Seuil, 2004

Emmanuel-Pierre GUITTET, « Ne pas leur faire confiance serait leur faire offense », *Cultures et Conflits*, 61, 2006, pp 51-76

E. FERON, M. HASTINGS (dir), *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan, 2002. Coll. Logiques politiques

Eric FUCHS, Pierre-André STUCKI, *Au Nom de l'autre, Essai sur le fondement des droits de l'Homme*, Paris, Labor Fides, 1985

Robert JERVIS, *Perception and Misperception in International Politics*, New Jersey, Princeton University Press, 1976

Walter LAQUEUR, « Post modern Terrorism », *Foreign Affairs*, 75 (5), september-october 1996, pp 24-36

Agnès LEJBOWICZ, « Spectres du terrorisme: autour du concept de guerre civile mondialisée », *Cités*, 24, avril 2005, pp 17-31

Christian MELLON, « Terrorisme, condamner, expliquer, résister », *SER-SA, Etudes*, tome 403, mai 2005, pp 487-495

Louiza ODYSSEOS, *The Subject of Coexistence. Otherness in International Relations*, London, Minnesota, Borderlines, 2008.

Maria Victoria URIBE, *Anthropologie de l'inhumanité, Essai sur la terreur en Colombie* [trad.], Paris, Calmann-Lévy, 2004).

#### Web sites

Human Rights Council/ Conseil des droits de l'Homme

<http://www2.ohchr.org/french/bodies/hrcouncil/>

SATP (South Asian Terrorism Portal)

<http://www.satp.org/satporgtp/countries/shrilanka/document/index.html>